



Communiqué de presse

13 mai 2008

Joseph Racapé

16^e Commission du développement durable des nations Unies

A l'issue d'une première semaine de débats, qui ont porté sur les thèmes « Agriculture, développement rural, sols, sécheresse, désertification, Afrique », nous vous transmettons nos premières impressions :

- Le cadre de travail constitué par les Nations Unies est pour le moins hétérogène. C'est un mixage de diplomates aux compétences multiformes, de spécialistes du développement durable des divers gouvernements qui doivent composer avec la première catégorie présentée, d'ONG et de groupes divers assez isolés dans un tel contexte. Si nous comparons ce cadre de travail à celui des conventions climat ou biodiversité, par exemple, il est évident que le dynamisme et le volontarisme sont nettement plus présents dans ces dernières structures.

Il convient cependant de noter que le recours préalable à toute discussion par un panel d'experts puis leur formulation d'impressions conclusives, suite aux débats, permet au président de conclure sur des thèmes relativement pertinents au regard de la problématique de travail de la session ;

- La tonalité des interventions des représentants gouvernementaux du groupe composite ainsi formé s'en ressent fortement. Celles-ci ont en conséquence des chapitres obligés : énumération des actions de coopération conduites, approbation détaillée des principes généraux du développement durable et défense des politiques nationales. C'est ainsi par exemple que le représentant de l'Argentine fait de façon redondante l'apologie des lois du marché, et du libéralisme pour promouvoir le développement durable, ou que celui du Brésil nie toute atteinte et impacts, par la production des agro carburants, aux ressources naturelles et à la déforestation ;

- Les subventions des USA et de l'UE ont été la cible des critiques de la plupart des pays Africains et des pays agricoles exportateurs et cela au nom du développement des avantages économiques comparatifs et des agricultures vivrières. Ces mêmes pays ont plaidé pour un accord rapide à l'OMC en vue de supprimer les barrières protectionnistes ;

- Le changement climatique avec son volet adaptation a fait l'unanimité des délégations. Les pays Africains demandant notamment à bénéficier d'aides à ce titre, esquissées il est vrai dans le cadre de la convention climat ;

- La demande d'accès aux technologies modernes de production agricole, engrais minéraux, énergies décentralisées, biotechnologies récentes, utilisation rationnelle de l'eau, au bénéfice des agricultures vivrières a fait l'unanimité dans l'ambiance actuelle de crise de production agricole et de renchérissement des prix des principales denrées agricoles. Les ONG se sont retrouvées dans ce contexte très isolées pour critiquer le recours aux OGM ;

- En ce début de semaine il est encore trop tôt pour préjuger des résultats de cette session. Nous verrons cela dans les jours à venir.

